

## L'Iran nucléaire : la course contre la montre

Par **Thérèse Delpech**

**Thérèse Delpech** est directeur de la Prospective au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI-FNSP). Elle est aussi membre du Conseil de l'Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres et commissaire auprès des Nations unies pour le désarmement de l'Irak (UNMOVIC). Son dernier livre, *L'Ensaucagement*, paraît chez Grasset en octobre.

L'accession à la présidence d'un ultra-conservateur a éloigné encore la perspective d'une issue positive de la négociation engagée par les Européens avec Téhéran. On assiste désormais à une véritable course contre la montre où le temps nécessaire pour prendre les décisions qui s'imposent au Conseil des gouverneurs de l'AIEA et au Conseil de sécurité doit être inférieur à celui dont les Iraniens ont besoin pour franchir la dernière étape avant l'enrichissement de l'uranium. À la fin août, l'avantage est à l'Iran.

politique étrangère

Le 30 juin 2005, dernier jour de ses fonctions comme directeur des Garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne, Pierre Goldschmidt a déclaré qu'il y avait « un sentiment d'urgence » sur le dossier nucléaire iranien et que l'on était dorénavant engagé dans une « course contre la montre ». Ces propos alarmistes ne faisaient aucune référence aux développements politiques intervenus en juin à Téhéran, avec l'arrivée au pouvoir d'un ultra-conservateur à la présidence. Le haut fonctionnaire international avait voulu préserver jusqu'à la fin de son mandat une image technique de ses fonctions et de celles de l'Agence de Vienne. Mais il était difficile de ne pas songer aux élections iraniennes en lisant l'interview accordée au *Figaro* ce même jour<sup>1</sup>. En effet, si les perspectives d'un accord avec l'Iran avaient toujours été minces, en raison du refus de Téhéran d'éclaircir les principales questions en suspens et de mettre fin à ses activités d'enrichissement et de retraitement, l'arrivée à la présidence de Mahmoud Ahmadinejad, qui marque l'avènement à Téhéran d'une

1. P. Goldschmidt, « Un sentiment d'urgence sur le nucléaire iranien », entretien avec Maurin Picard, *Le Figaro*, 30 juin 2005, p. 2



nouvelle génération de conservateurs – et d’un homme impliqué de surcroît dans l’assassinat de trois opposants kurdes à Vienne en 1989<sup>2</sup> –, rendait cet accord pratiquement impossible. C’est ce que les Européens n’ont pas tardé à découvrir, quand ils ont reçu l’insultante lettre de refus à leurs propositions au début du mois d’août.

### **Nouvelle donne politique à Téhéran**

L’accession au pouvoir du nouveau président, qui a promis lors de la campagne électorale d’œuvrer à la création d’un véritable état islamique, consacre incontestablement la victoire de ceux qui défendent en Iran un régime autoritaire. Peu après son élection, il a déclaré : « nous n’avons pas fait la révolution pour avoir la démocratie », rappelant les propos de l’ayatollah Khomeini : « nous vous avons promis la révolution, non la démocratie ». Puis, lors d’une interview à la télévision iranienne le 25 juillet 2005, Mahmoud Ahmadinejad est allé plus loin faisant l’apologie du « martyr » dans le monde entier, et tenant des propos qui pouvaient être interprétés comme un soutien au terrorisme international. L’élection marque en fait l’aboutissement d’une reconquête du pouvoir engagée par les conservateurs à partir de 1999, qui a été facilitée par la désillusion de la population à l’égard des réformes et des réformistes. Le nouveau régime, ouvertement hostile au monde occidental, présente une image exactement opposée à celle que chacun croyait voir venir avant le deuxième tour – y compris les diplomates en poste à Téhéran : un rapprochement avec les Occidentaux, conduit par Hachémi Rafsandjani sur une base économique et pragmatique. Certes, dans l’immédiat, le nouveau président aura de nombreux sujets internes – économiques et sociaux – à traiter. Mais la politique extérieure est aussi devenue un enjeu interne et ceux qui le soutiennent, notamment les pasdarans, ne souhaitent pas de compromis avec l’Europe, dans le domaine nucléaire. Avant même l’intronisation du nouveau président, la reprise des activités de conversion à Ispahan était annoncée dans une note verbale à l’AIEA le 1<sup>er</sup> août. Cette reprise est devenue effective une semaine plus tard. Dans un scénario extrême, l’affrontement avec l’Amérique, ou plus largement avec l’Occident, pourrait être recherché pour refaire l’unité nationale autour des mollahs, qui ont malgré tout perdu le soutien de la majorité de la population iranienne, ou pour fournir une explication des problèmes que connaît cette dernière<sup>3</sup>. Une volonté délibérée d’isolement et de défi ne peut donc être exclue. Dans une hypothèse moins radicale mais également dangereuse, la reprise de la conversion pourrait être menée tambour battant en août et en septembre pour stocker les matières produites dans les tunnels construits près

2. Il était responsable de la logistique du commando des tueurs et dirigeait lui-même un deuxième commando qui devait intervenir au cas où le premier échouait.

3. Des sanctions économiques, par exemple, auraient exactement cet effet politique.

d'Ispahan. Cette nouvelle étape une fois franchie, Téhéran pourrait à nouveau proposer de reprendre les négociations avec les Européens sur l'enrichissement, voire accepter une nouvelle suspension des activités pour un temps, ou même suggérer d'exporter les matières produites en Russie ou en Afrique du Sud pour faire diversion.

La présentation par les trois Européens au début du mois d'août 2005 – après l'intronisation du nouveau président le 3 août – d'une offre globale sur les questions nucléaires, commerciales et de sécurité régionale était un exercice de haute voltige. Paris, Londres et Berlin avaient accepté de se plier à cet exercice en mai, à un moment où Téhéran menaçait déjà de reprendre les activités de conversion de l'uranium<sup>4</sup>. La balle avait ainsi été placée dans le camp des trois capitales, qui ne voulaient alors rien faire qui puisse encourager les plus conservateurs en Iran. Ces excellentes intentions n'avaient plus de raison d'être une fois que ces derniers avaient gagné l'élection. On pouvait certes continuer à simuler des négociations comme si de rien n'était aussi longtemps que l'accord passé en novembre dernier avec Téhéran n'était pas formellement violé. Mais après la reprise des activités de conversion le 8 août, le jeu iranien était devenu clair : une nouvelle étape du programme nucléaire allait être franchie et la communauté internationale semblait étrangement divisée sur la réponse à apporter, malgré le soutien que l'accord de Paris avait reçu le 29 novembre 2004 de l'ensemble du Conseil des gouverneurs.

### Début août, le jeu iranien est devenu clair

À l'été 2005, il était en tout état de cause devenu indispensable, comme le recommandaient certains pays du Golfe aux Européens, de non seulement préparer l'étape suivante mais surtout de la mettre en œuvre, pour disposer de ce que les experts nucléaires appellent « une deuxième frappe ». L'existence de celle-ci est la meilleure garantie d'une dissuasion efficace. Des voix se sont élevées en Iran pour dire que la patience iranienne avait des limites. Qu'en est-il de la patience européenne ? Fixer une date limite et rapprochée à l'Iran pour la transparence sur ses activités, le reprise de la suspension, et l'acceptation des « garanties objectives » devenaient des mesures de simple prudence. Ces garanties ont toujours signifié pour les Européens la cessation des activités suspendues. Aujourd'hui plus encore qu'hier, cette définition doit être maintenue. Ceci même si les chances d'une acceptation, qui n'ont jamais été grandes, sont devenues inexistantes, quelle que soit la formulation retenue par les Européens. Le nouveau pouvoir doit faire ses choix en connaissance de cause. On a suffisamment souligné l'importance de l'élection présidentielle

4. Menace qui a été mise à exécution en août.



depuis le début de l'année pour tirer les conséquences du scrutin : l'équipe au pouvoir est perçue comme un danger non seulement à l'extérieur, mais aussi au Moyen-Orient, dans un contexte où le chiisme connaît de nouvelles avancées. On ne peut guère l'ignorer. On ne peut pas davantage éviter sans perdre la face de mettre à exécution une menace de transfert au Conseil de sécurité qui a été proférée par les autorités politiques des trois pays européens, y compris le président de la République française, en cas de reprise des activités suspendues. On ne peut enfin dissimuler que la nouvelle donne iranienne est un problème pour l'Europe, pour les États-Unis et pour la Russie. Ces trois pôles se sont rapprochés sur le dossier iranien depuis quelques mois. Il faut maintenir leur cohésion au moment où l'épreuve de force approche. Mais ce n'est pas l'image qu'offrent Berlin et Moscou en août.

### Le jeu iranien : une tactique subtile, une stratégie hasardeuse

Un regard rétrospectif sur les derniers mois écoulés contribue à éclairer la tactique – sinon la stratégie – iranienne. L'Iran avait compris que le jeu était « gelé » du côté de l'AIEA comme des Européens, voire des Américains, en attendant les résultats de l'élection présidentielle. Tous étaient d'accord pour éviter d'influencer le processus politique de façon négative. Du coup, l'AIEA a produit, en février et en juin 2005, deux rapports oraux du directeur des Garanties, au lieu du rapport écrit du directeur général sur l'Iran qui était de coutume<sup>5</sup>. Et les Européens ont accepté de faire comme si de vraies négociations se déroulaient entre janvier et juin 2005, alors qu'il s'agissait d'un dialogue de sourds, où la partie iranienne n'a jamais cherché à donner le change. Quant à Washington, l'acceptation du président Bush de soutenir plus explicitement la tentative européenne comme la présentation de propositions commerciales, même limitées, à Téhéran, constituaient des gestes de bonne volonté. Tout ceci sans le moindre résultat.

Il faut ensuite considérer l'attitude iranienne lors de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en mai 2005. L'objectif était on ne peut plus clair : il s'agissait d'éviter toute référence au cas iranien, qui puisse ultérieurement être utilisée contre Téhéran. La délégation iranienne n'a pas eu à se donner beaucoup de mal pour parvenir à ses fins, car elle a profité de l'obstruction systématique de la délégation égyptienne, d'abord sur la procédure, sujet sur lequel la discussion a duré trois semaines, puis sur les questions de substance, où l'Égypte a déclaré que la conférence ne disposait plus d'un temps suffisant. Il fallait aussi prévenir toute déclaration des cinq puissances nucléaires, un texte préparé

5. Ceci a été présenté par H. Rohani comme une victoire des négociateurs iraniens.

par les capitales bien avant l'ouverture de la conférence. C'était là un enjeu beaucoup plus important pour Téhéran, car le texte pouvait être présenté comme un premier accord des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur le cas iranien. Là encore, aidé par la Chine et la Russie, l'Iran a eu gain de cause et aucun texte n'a pu voir le jour. Même si les arguments retenus pour bloquer cette déclaration n'ont pas porté sur l'Iran (la Chine a évoqué la Corée-du-Nord et la Russie le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires [CTBT]), il semble que dans les deux cas, les instructions des capitales étaient d'éviter tout élément de langage négatif sur l'Iran.

Une troisième étape a eu lieu en mai, au moment où l'Iran a menacé de reprendre ses activités de conversion. Le choix du candidat conservateur par le Guide Khamenei était probablement déjà fait à cette date. Tandis que chacun avait en tête pour ce poste l'ancien responsable de la police nationale, Mohammad Baqer Qalibaf, qui bénéficiait d'une certaine popularité dans les sondages<sup>6</sup>, c'était le maire de Téhéran, auquel personne ne songeait, qui avait les faveurs de la seule véritable autorité iranienne, et des instructions de vote ont été données aux pasdarans et aux milices des bassiji, quelques jours avant les élections. Certes cette décision peut être un signe de faiblesse et de crainte du changement, une sorte de fuite en avant dont il est peu probable que l'Iran tire bénéfice, mais des conséquences néfastes internes et externes peuvent en découler. Évoquer la continuité du régime parce que l'essentiel du pouvoir reste entre les mains du grand ayatollah Khamenei revient donc à privilégier le principe de plaisir sur le principe de réalité.

Ceci étant, les victoires de Téhéran sont surtout tactiques, et rien ne permet de déduire que son jeu trop subtil ne renforce pas la méfiance internationale à l'égard de ses intentions réelles. Le succès interne du nouveau régime sera d'autant plus difficile que la porte occidentale risque de se fermer et que « l'option orientale », à laquelle certains semblent à présent croire à Téhéran, comporte des limites technologiques réelles. Le fait d'avoir passé l'épreuve de la conférence du TNP – où la délégation iranienne a été la dernière à prendre la parole – et d'avoir obtenu des Européens qu'ils prennent la responsabilité de la prochaine étape de la négociation correspond à un succès réel. La menace de reprise des activités de conversion en mai 2005 a permis à Téhéran de tester les Européens, et surtout de connaître la procédure qui serait alors adoptée – deux Conseils des gouverneurs devraient précéder le passage au Conseil de sécurité : gain de temps appréciable qui est maintenant mis à profit. Mais à quoi bon inquiéter ses voisins – dans tout le Golfe notamment – au moment où les

6. Mohammad Qalibaf, pilote d'Airbus de 44 ans, avait un important programme social et promettait de transférer le pouvoir à une nouvelle génération.



Talibans et Saddam Hussein, deux ennemis redoutables, ont été éliminés ? Comment donner des emplois à la jeune génération iranienne sans soutien occidental ? En 2005, l'Iran a un taux de chômage de 14% (trois millions de chômeurs) et une inflation de 15%. Malgré cela, aucun des candidats à l'élection présidentielle n'a présenté de véritable plan économique. Il faudra bien répondre un jour à ces questions de fond. Au moment où la reprise officielle des activités de conversion a eu lieu, en août 2005, il n'est pas sûr que les enjeux stratégiques aient été pesés à Téhéran. Sauf si l'Iran espère sortir indemne de la crise actuelle et reprendre une troisième négociation après avoir franchi une nouvelle étape décisive. Dans ce cas, l'utilisation des Européens par Téhéran deviendra claire pour tous.

### Le jeu européen : jouer la montre – jusqu'à quand ?

Les Européens ont souhaité faire la démonstration qu'ils pouvaient maintenir une unité sans faille entre les trois principales capitales sur les sujets de prolifération nucléaire – surtout après le différend sur l'Irak – et qu'ils pouvaient obtenir des résultats par des voies diplomatiques. De fait, on peut mettre à leur actif la découverte d'activités beaucoup plus sophistiquées que celles qui étaient connues des services de renseignements avant les rapports de l'AIEA. Qu'il s'agisse de l'historique du programme, du nombre des sites, de la nature des activités conduites, des coopérations avec des pays tiers ou du niveau technique atteint, la richesse des informations obtenues est considérable. Une fois encore, la preuve est faite qu'il est difficile de remplacer les inspections sur place. On peut aussi savoir gré aux Européens d'avoir réussi à geler pendant deux ans – à l'exception de la reprise de la conversion en tétrafluorure de concentré d'uranium entre juin 2004 et février 2005 – des activités probablement utiles au programme nucléaire militaire. De fait, plus le temps a passé, plus le périmètre des activités suspendues s'est étendu. La seule lacune importante de l'accord de Paris en novembre 2004 était l'omission du réacteur plutonigène d'Arak dont la construction a d'ailleurs été menée à vive allure depuis. Ce réacteur une fois construit pourra produire 10 kg de plutonium par an. On peut encore reconnaître que grâce aux Européens, les différents acteurs, notamment les États-Unis, l'Europe et la Russie, sont plus proches qu'ils n'étaient

deux ans plus tôt. On peut finalement se demander, même si on s'interroge sur les résultats réels de cette « suspension », si d'autres options étaient disponibles.

**Il est regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pas été saisi en novembre 2003, comme l'aurait voulu le respect du statut de l'AIEA**

Ceci étant dit, il est regrettable que le Conseil de sécurité n'ait pas été saisi en novembre 2003, comme l'aurait voulu le respect du statut de l'AIEA, non pour prendre une autre voie que la négociation, mais pour accompagner celle-ci

d'une menace effective de transfert du dossier à New York en cas de non respect de l'accord passé. C'est aujourd'hui très exactement ce que les Européens disent à l'Iran, mais c'est à l'automne 2003 que la liste la plus longue de violations de l'accord de garanties signé par Téhéran avec l'AIEA a été établie, et c'était donc à ce moment qu'il convenait d'appliquer les textes. Dans son interview du 23 juillet au journal conservateur *Keyhan*, le docteur Hassan Rohani, principal négociateur iranien, a lui-même déclaré que du point de vue juridique la main des Européens et des Américains était beaucoup plus forte en 2003 qu'en 2005. Il est aussi dommage que le premier accord n'ait pas d'emblée établi le périmètre des activités suspendues au lieu de laisser l'Iran s'engager dans des pourparlers sans fin, où de nombreuses tentatives de séparation des Européens et de l'AIEA ont été faites, parfois avec un certain succès.

L'épreuve de vérité a commencé et 2005 permettra de prononcer un jugement sur la politique adoptée par les trois capitales. Une première indication a été donnée par Téhéran au début du mois d'août avec la reprise de la conversion et une seconde avec le changement du principal négociateur : le docteur Rohani a cédé la place à Ali Larijani, un docteur en physique ultra-conservateur ayant exercé des fonctions de commandement au sein des Gardiens de la révolution. Compte tenu du redémarrage des activités suspendues, les capitales européennes ont-elles, comme elles le prétendent, bien préparé le plan B ? Bénéficieront-elles du soutien russe sans lequel aucune action ne sera possible au Conseil de sécurité ? Conserveront-elles enfin leur unité au moment où l'Allemagne entre dans une période électorale ? Ces questions n'ont malheureusement déjà pas toutes de réponse positive. Enfin, pour apprécier à sa juste valeur l'apport européen, il faudrait connaître la nature des activités clandestines, la façon dont l'Iran a – ou n'a pas – un besoin vital des activités du cycle civil pour son programme militaire, et l'utilisation qui a été faite par Téhéran du temps des négociations pour progresser dans des secteurs-clés. Téhéran aurait par exemple aujourd'hui non pas 164 centrifugeuses comme le prétend l'AIEA mais 4000, ce qui correspond à des capacités d'enrichissement très supérieures une fois l'étape de la conversion franchie.

### **Le jeu américain : de l'ouverture au durcissement**

L'Iran est souvent présenté comme un cauchemar pour l'Amérique depuis 1979 : Jimmy Carter a perdu ses chances d'un deuxième mandat à cause de l'affaire des otages américains et l'hostilité des autorités de Téhéran – sinon du peuple iranien – pour l'Amérique ne s'est jamais démentie. Cette vision est excessive, car Washington a des préoccupations plus graves, à commencer par l'Extrême-Orient. Mais il est vrai que la fin de la présidence Bush peut être empoisonnée par une nouvelle affaire iranienne après les élections qui viennent de se dérouler à Téhéran. Ce n'est pas tant la parti-



cipation éventuelle de Mahmoud Ahmadinejad à l'enlèvement des diplomates américains qui est en cause – il n'est pas douteux qu'il faisait alors partie des « durs », mais la CIA n'a pas cautionné les déclarations hâtives de ceux qui prétendaient l'avoir « reconnu » – que la confirmation d'un raidissement du régime, d'un renforcement du pouvoir des Gardiens de la révolution et de l'échec tant des réformistes que de Rafsandjani, qui étaient loin d'appartenir au même camp mais étaient, les uns comme l'autre, tenus pour favorables à une ouverture. Depuis des décennies, on ne cesse de se tromper sur l'Iran, en prenant nos désirs pour des réalités. Le nouveau président risque aussi d'introduire une brèche entre Washington et Moscou, entre Washington et les Européens, voire entre les Européens eux-mêmes.

La coopération de l'Iran et d'un autre adversaire décidé de Washington, la Corée-du-Nord, a fait l'objet de plusieurs révélations dans la presse japonaise. Il s'est d'abord agi, en juin 2004, de la présence d'experts iraniens en Corée-du-Nord pour procéder à des essais de détonique. En juillet 2005, il est question d'experts nord-coréens invités en Iran pour donner à des étudiants et des chercheurs triés sur le volet des cours scientifiques et techniques dans des domaines sensibles. Des Nord-Coréens seraient aussi rendus sur un site clandestin – en fait une base militaire du

### Les relations entre Iran et Corée-du-Nord semblent avoir fait d'importants progrès dans l'année écoulée

nom de Ghadir – destiné à l'enrichissement de l'uranium. Vrai ou faux, il semble en tout état de cause que les relations des deux pays ont fait d'importants progrès au cours de l'année écoulée et que le nombre de Nord-Coréens présents en Iran soit en augmentation. C'est un élément de

préoccupation supplémentaire pour Washington, non seulement en raison de ce que les Iraniens et les Nord-Coréens peuvent apprendre les uns des autres, mais aussi parce qu'une coordination diplomatique entre les deux capitales, peut-être plus probable avec le nouveau président, pourrait considérablement compliquer la situation à laquelle il faudra faire face dans les mois qui viennent. Les États-Unis ne peuvent en effet songer sans crainte à gérer deux crises à la fois, surtout à un moment où l'engagement des troupes américaines en Irak est condamné à se prolonger<sup>7</sup>.

Enfin, Washington ne peut ignorer – à plus long terme – le rôle que l'Iran pourrait jouer dans le cadre d'une crise avec la Chine à propos de Taiwan. Pékin a un besoin croissant de ressources énergétiques et cultive Téhéran depuis des années en partie pour cette raison. Le rôle de fournisseur

7. En juillet 2005, les pourparlers à six sur la Corée-du-Nord échouent une nouvelle fois au moment même où Téhéran annonce la reprise des activités de conversion.



nucléaire (matières, équipements, savoir-faire) joué par Pékin en Iran est à présent connu. La Chine n'a jamais manqué à Téhéran et constitue un soutien beaucoup plus solide que Moscou. L'intérêt de Pékin, ici comme pour la Corée-du-Nord, est cependant d'éviter la crise et donc de voir les négociations se poursuivre, même si elles ne conduisent à aucun résultat.

### Le jeu russe : un oiseau à deux têtes

La Russie est le plus ambigu de tous les acteurs sur la question iranienne. D'un côté, la coopération russo-iranienne des années 1990, qui était ouvertement proliférante, a pris fin. Les relations entre les Européens et Moscou sont même censées être satisfaisantes. La Russie est régulièrement tenue au courant des négociations conduites par Londres, Paris et Berlin et elle a joué son rôle avec sérieux dans plusieurs circonstances. Par exemple, le contrat signé sur Boucheir, puis celui qui concernait le combustible du réacteur, non seulement ne s'opposaient pas aux ambitions européennes mais montraient l'inutilité d'un cycle du combustible indigène en Iran. En outre, les personnalités russes les plus proches du dossier ont donné des assurances aux Européens à la veille de séances de négociations décisives. Tout n'est pas simple cependant. Par exemple, la délégation russe avait, comme indiqué plus haut, des instructions claires lors de la conférence d'examen du TNP de n'accepter aucune référence critique à l'Iran dans la déclaration des cinq puissances nucléaires. C'est même pour cette raison que la déclaration n'a pas pu être adoptée, même si l'opposition de dernière minute des Russes portait sur des éléments de langage agréés depuis plusieurs semaines concernant un autre sujet : le CTBT.

Un autre exemple est fourni par l'empressement – il est difficile de retenir un autre terme – avec lequel Vladimir Poutine a félicité le nouveau président. Ce fut le premier message de félicitations reçu et il s'agit là d'un message qu'on ne peut ignorer. Une lettre du président Poutine du 25 juin 2005 dresse en outre la liste de toutes les coopérations russo-iraniennes possibles, notamment dans les domaines du pétrole, du gaz et de l'aviation civile. Certes, Moscou bénéficie de la stratégie européenne qui lui permet de tenir le marché des réacteurs et du cycle en Iran. Certes, la Russie n'a probablement pas plus envie que l'Europe d'avoir une puissance nucléaire iranienne à ses portes. Tout cela est vrai. Mais le pouvoir russe n'oublie pas que l'Iran a joué un rôle qu'il tient pour « très positif » sur la Tchétchénie et le Caucase. Cela mérite récompense. L'Iran vient d'ailleurs d'être nommé observateur dans l'Organisation de coopération de Shanghai sur l'Asie centrale. La Russie n'oublie pas non plus que des sanctions pourraient mettre fin à ses intérêts commerciaux et à l'attitude « positive » de l'Iran dans le Caucase. Son attitude au Conseil de sécurité donnerait seule la vraie dimension de son soutien. Dans l'attente de cette épreuve de vérité,



force est de constater que Moscou a vraisemblablement une politique moins claire que les Européens aimeraient le croire. L'attitude russe au Conseil des gouverneurs du 9 août en a encore témoigné.

\*\*\*

Dès avant la crise du mois d'août on pouvait à bon droit s'interroger sur le type d'accord qui était possible avec l'Iran. Le dossier européen devait comprendre trois volets : les « garanties objectives » d'un programme nucléaire pacifique, la coopération commerciale et les questions de sécurité. Sur le premier point, quelles qu'aient été les formulations retenues par les Européens, le fond de l'affaire était clair : seule une interruption définitive des activités suspendues pouvait fournir les garanties recherchées. Ceci était inacceptable par le précédent gouvernement et l'est plus encore – si possible – à présent. Sur le second, c'est-à-dire la coopération commerciale, l'*executive order* américain adopté le 29 juin 2005<sup>8</sup> limitait considérablement

### Seule une interruption définitive des activités suspendues pouvait fournir les garanties recherchées

les possibilités pour les négociateurs. Sur le troisième volet enfin, quel « dialogue politique » pouvait être envisagé avec un individu aussi fortement idéologique, qui n'avait de surcroît pas changé d'opinion politique depuis sa jeunesse révolutionnaire et dont on découvrait en juillet qu'il avait été impliqué dans le meurtre de trois Kurdes à Vienne en 1989 ? Au moment où l'Iran cherche à franchir une nouvelle étape de son programme nucléaire avec la production d'une quantité suffisante d'hexafluorure d'uranium pour alimenter son parc de centrifugeuses et acquérir l'uranium enrichi nécessaire aux armes, l'amateurisme n'est pas une option possible. Pierre Goldschmidt avait incontestablement raison : la « course contre la montre » est désormais engagée. Cela sonne comme un appel à tous ceux qui ont une responsabilité politique dans ce dossier. Et ce devrait être le meilleur moyen de concentrer les esprits, en tirant les conclusions qui s'imposent après les trois années de mensonges, de dissimulations, et de violations des accords souscrits par l'Iran. Mais qui a vraiment l'intention de faire preuve de responsabilité ?

PE

#### MOTS-CLÉS :

Iran, Prolifération nucléaire, Russie, États-Unis, Union européenne, Corée-du-Nord

8. Il s'agit en fait d'un texte qui autorise le gel des avoirs des pays proliférateurs et de ceux qui leur viennent en aide. L'Iran et la Corée-du-Nord sont les premières cibles.